

Convention collective

IDCC : **8912** | **ENTREPRISES DE TRAVAUX AGRICOLES, RURAUX
ET FORESTIERS**

(Languedoc-Roussillon et Vaucluse)

(25 mars 1996)

(Étendue par arrêté du 12 novembre 1996,

Journal officiel du 20 novembre 1996)

Avenant n° 33 du 12 février 2020

NOR : AGRS2097137M

IDCC : 8912

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération régionale des entrepreneurs des territoires du Languedoc-Roussillon,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture et de l'alimentation du FGTA FO ;

Fédération des syndicats chrétiens des organismes et professions de l'agriculture CFTC-Agri ;

Fédération générale agroalimentaire CFDT,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Compte tenu de l'application des dispositions réglementaires relatives au Smic, et en référence à l'article 14 de la convention, à compter du 1^{er} janvier 2020 les salaires horaires de la grille de qualification sont indiqués à l'annexe I de la convention reproduite ci-dessous :

« Annexe I

Barème des salaires au 1^{er} janvier 2020

Smic horaire au 1^{er} janvier 2020 : 10,15 euros.

Smic mensuel brut (base 151,67 heures) : 1 539,45 euros.

Minimum garanti au 1^{er} janvier 2020 : 3,65 euros.

Prime de panier 3,65 = 7,30 euros.

(Voir page suivante.)

Niveau. Emploi	Échelon	Coefficient	Salaire horaire	Salaire mensuel (base 151,67 heures)
I Ouvrier exécutant	–	120	10,15 €	1 539,45 €
II Ouvrier spécialisé	1	125	10,61 €	1 609,22 €
	2	133	10,76 €	1 631,97 €
III Ouvrier qualifié	1	146	11,28 €	1 710,84 €
	2	153	11,82 €	1 792,74 €
IV Ouvrier hautement qualifié	–	160	12,32 €	1 868,57 €
Cadre. Chef de chantier	–	173	15,06 €	2 284,15 €

Article 2

Il est convenu que préalablement à la négociation annuelle sur les salaires les partenaires sociaux seront en possession de données sur la situation comparée hommes femmes dans les domaines de l'emploi et de la rémunération au niveau de la branche sur les deux exercices précédant l'année de négociation.

Article 3

Les signataires demandent l'extension du présent avenant, qui, conformément aux dispositions du code du travail, sera déposé à l'unité départementale de l'Hérault de la DIRECCTE Occitanie, 615, boulevard d'Antigone, CS 19002, 34064 Montpellier Cedex.

Fait à Montpellier, le 12 février 2020.

(Suivent les signatures.)